# La dématérialisation des emprunts émis ou garantis par l'Etat.

Luc Janssens Chef du service Titres luc.janssens@nbb.be 02 221 45 90

2007-05-10



## Types d'emprunts concernés

- Titres fongibles:
  - Bons d'Etat

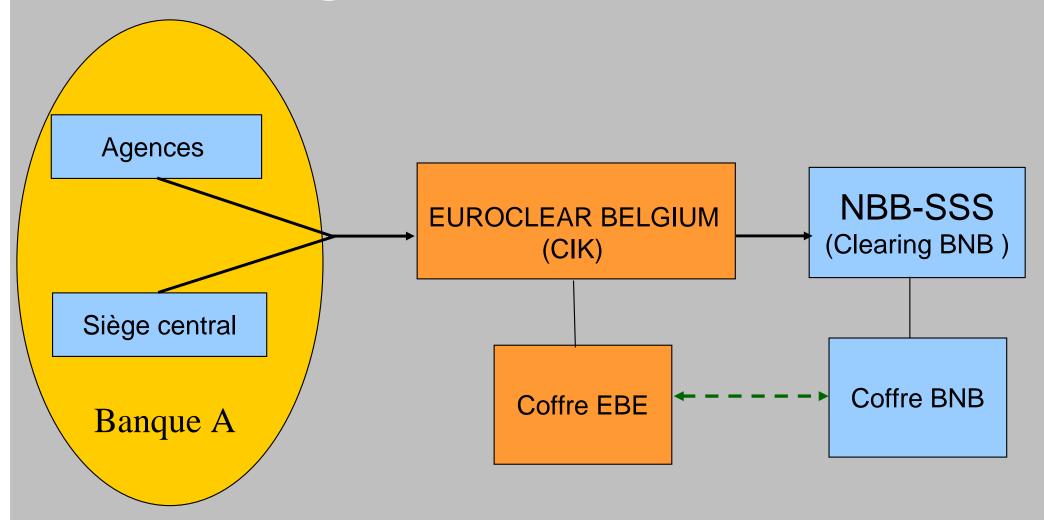
- Titres non fongibles:
  - Emprunts à Lots (codes 377, 400, 401, 402)
  - SNCV/NMVB (TEC/De Lijn) (codes 588, 589)



# 1. Titres fongibles

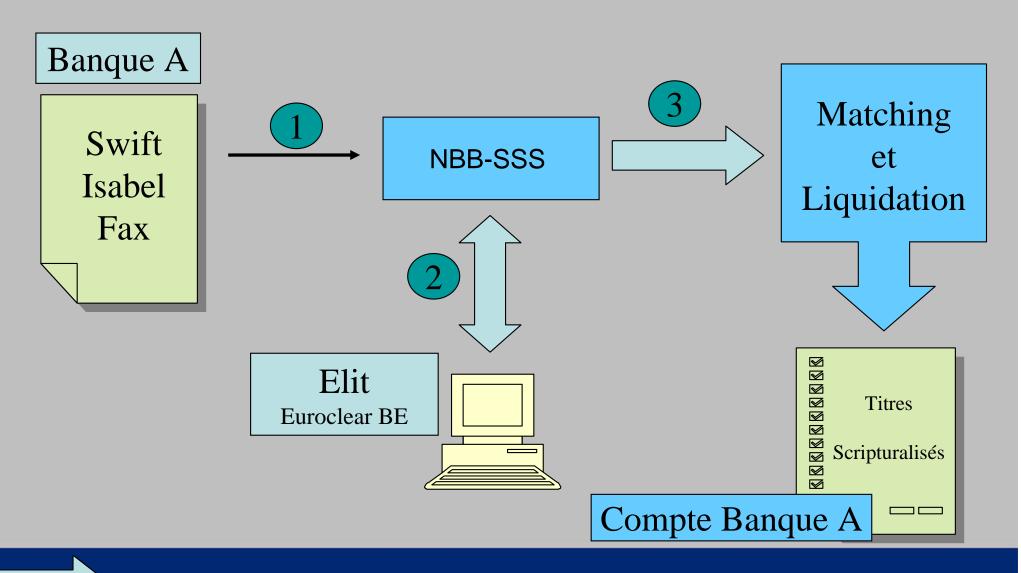


# Situation actuelle (1) Titres fongibles





## Situation actuelle (2)

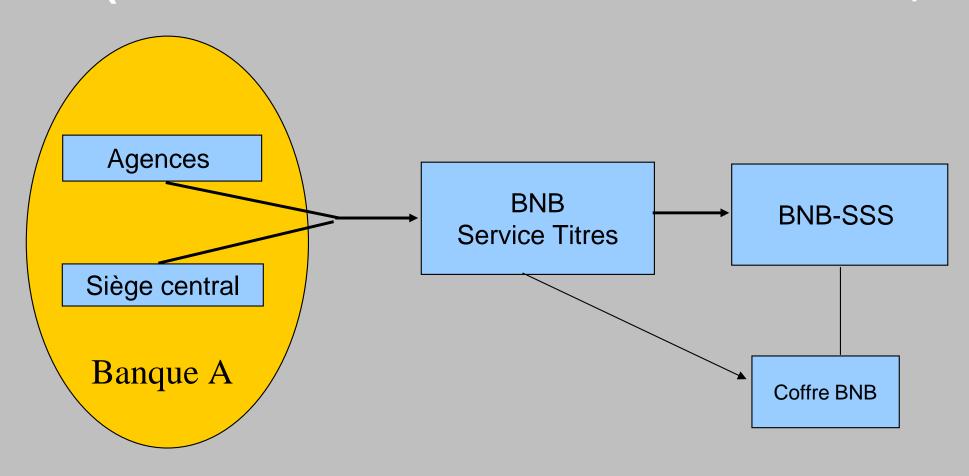






## A partir du 2008-01-01

(Période de transition: 2007-11-01 au 2008-03-31)





## Livraison à la BNB (1)

- Uniquement des "titres réguliers" :
  - tous les coupons non échus attachés
  - sinon: retour à l'expéditeur
- Participants EXSECO:
  - keepsafes <u>séparés</u> avec mention "DEMAT"
  - pas dans un keepsafe (KS) "Bond"
  - > avec code à barres "EXSECO"
  - > erreurs: tarifées



# Livraison à la BNB (2)

- Clients non EXSECO:
  - > par poste envoi recommandé
  - guichet Titres BNB siège central



## Livraison à la BNB (3)

- Bordereau reprenant, pour chaque keepsafe (= par client/agence):
  - > par ISIN: le détail des titres à dématérialiser (incl. n°s!)
  - titres fongibles: le compte (clearing) existant sur lequel les titres doivent être déposés
  - = procédure emprunts perpétuels
  - formulaire: "TI-demat-NBB-F"
    - □ référence: max. 16 caractères (à conseiller)
      - repris dans le message SWIFT
         MT 544 de NBB-SSS (séquence LINK))
    - □ si autres formulaires: d'abord proposer à la BNB



# Livraison à la BNB (4)

- Titres fongibles >> NBB-SSS
  - via New Bond (2 banques):
    - envoi d'un fichier XML avec montant bord. = 0
      - si pas de titres: XML vide accepté
    - dès réception, renvoi du fichier XML
      - 1x/jour = feedback Bond

Pas de
Swift,
fax ou Isabel
vers
NBB-SSS!!!

- via Bond classique / autres:
  - dès réception des titres: feedback par fax / fichier XLS par e-mail, même fichier que feedback Bond.
- comptabilisation dans NBB-SSS, après vérification
  - objectif: J + 1
  - □ max.: J + 5
- possibilité de consulter en WIROW/Securities:
  - notifications "39" par bordereau introduites par NBB-SSS



# Livraison à la BNB (5)

- Attention à l'échéance!!
- < 5 jours ouvrables avant la date du coupon: plus d'opérations demat.
  - éviter double paiement
- solution:
  - Détachement du coupon et le présenter via Bond center
  - manteau: KS Demat; repris par NBB-SSS APRES la date du coupon!!



# Livraison à la BNB (6)

- Grands volumes (> 200 titres/Code ISIN)

- Renvoyer TXT:

date (8) (yyyymmdd)

> Code ISIN (12)

date coupon (8) (yyyymmdd)

> coupure (9)

> n°s de (9)

> n°s à (9)

> référence (50)



#### Comptabilisation

- Après contrôle, directement sur un compte NBB-SSS
  - > en principe: jamais de rectifications
  - > si erreurs:
    - seulement les keepsafes corrects seront comptabilisés
       (ISIN correct, nombre correct ...)
    - les titres irréguliers seront renvoyés
      - ex. coupon manquant
- Pas de compte intermédiaire comme actuellement avec la CIK (EBE)



#### Feedback

- > = feedback Bond center:
  - dès réception des KS par la BNB
  - XML cf. pour le Bond center
  - □ TXT/XLS
  - erreurs: e-mail avec la référence du bordereau
- > = feedback NBB-SSS:
  - Swift MT544 + secure e-mail "LIQUID" (pdf)
  - WIROW

=> feedbacks actuels



## 2. Titres non fongibles

\*\* Emprunts à lots



## Impact emprunts à lots

- A partir de 2008-01-01:
  - "one way"
  - > = la BNB n'envoie plus d'emprunts à lots aux banques...

==> toutes les banques concernées doivent ouvrir 2 comptes-titres auprès de la BNB

(ou travailler via une autre banque).



# Livraison à la BNB (1)

- Titres non fongibles >> mise en dépôt
  - > via EXSECO
  - via <u>Bond center:</u> enveloppe Démat dans les deux cas:
    - envoi d'un fichier TXT reprenant :
      - code de l'emprunt
      - coupure
      - dernier coupon attaché
      - numéros des titres
      - format: voir slide 12.



# Livraison à la BNB (2)

- > autres banques:
  - □ via <u>La Poste</u> (envois recommandés)
  - via le guichet "Titres" BNB siège central
- Formulaire = formulaire pour les Bons d'Etat:"TI-demat-NBB-F"
  - voir www.nbb.be/demat



# Traitement titres non fongibles (1)

- Enregistrement des n°s des titres par banque
  - > sur 2 comptes-titres/banque (compte propre/ compte clients)
- Tirages: (avec ou sans lots)
  - blocage des titres
  - restent sur le même compte!
  - communication du blocage: par "reporting"
- Les titres tirés + les coupons seront:
  - > payés à l'échéance
  - sur le compte-courant de la banque
    - avec mention "Emprunts à lots"
    - 1 montant par code ISIN
  - à l'échéance: sortis de votre compte-titres
  - si exonération de précompte mobilier, envoyer les attestations 10 jours ouvrables avant l'échéance



## Traitement titres non fongibles (2)

#### Achats / ventes:

- Communication des 2 banques >> BNB
  - secure e-mail (/ e-mail), avec les numéros des titres
  - les numéros seront communiqués par <u>la banque qui vend</u>
  - vendeur:
    - données complètes de son numéro de compte
    - donnée numéro de protocole (3N) banque qui achète
  - acheteur:
    - données complètes de son numéro de compte
    - donnée numéro de protocole (3N) banque qui vend
  - formulaire: TI-Demat-NBB-NF-F



### Traitement titres non fongibles (3)

- BNB: transfert emprunts à lots entre comptes-titres
  - après matching des montants
  - pas pour des titres bloqués!

\_\_\_\_\_\_

- Transfert portefeuille de banque A > banque B
  - aussi possible pour les titres bloqués



## Reporting (1)

#### 1. Dépôt

- = feedback Bond center
- + extrait avec les n°s
  - XLS, par e-mail
  - New Bond: XML

#### 2. Tirage/opposition

- après chaque tirage & opposition
- liste des n°s bloqués
  - XLS, via e-mail



# Reporting (2)

#### 3. Achats / ventes + transferts

- extrait de compte journalier
  - sur papier les montants + solde
- liste numérique XLS journalière
  - via e-mail (réf. + montants + numéros)

#### 4. Mensuellement

- relevé du compte-titres
  - XLS via e-mail (montants + numéros)



## 2. Titres non fongibles

\*\* Emprunts Vicinaux



#### **Emprunts Vicinaux**

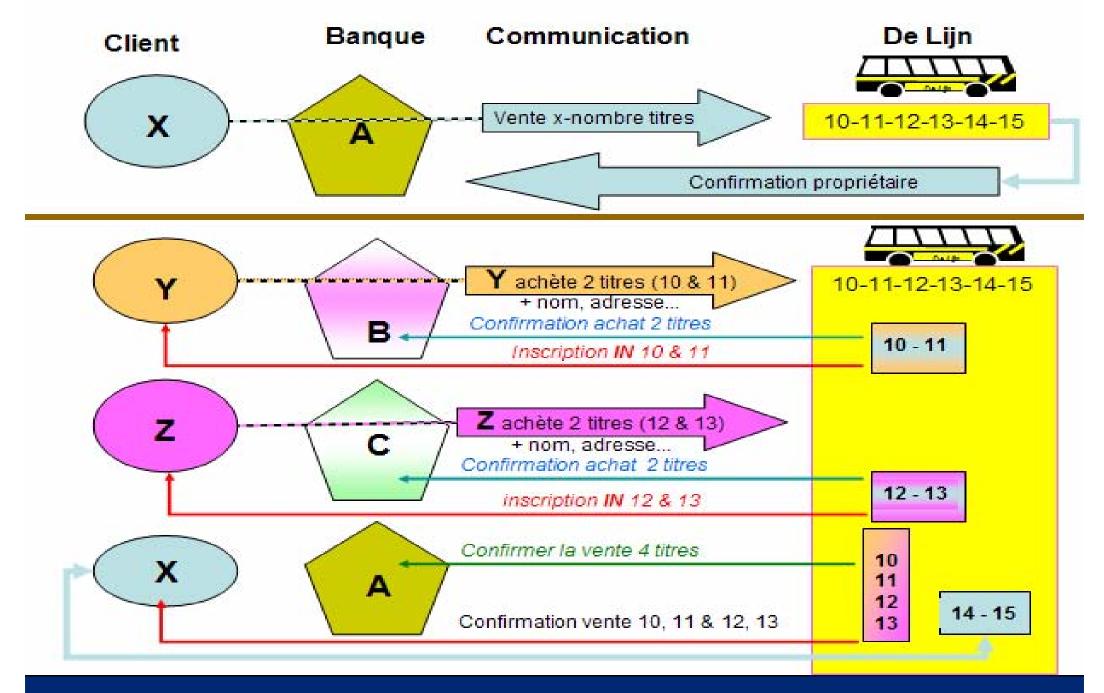
- 11.000 titres en circulation
- 3 possibilités:
  - > A: tous les titres deviennent nominatifs
  - > B: remboursement anticipé (PM)
  - > C: pas de changement (PM)



#### A: Registre nominatif

- AR nécessaire
- Les coupons à partir 2008-01-01 (?? 2007-09-01) ne pourront plus être encaissés sans un dépôt dans le registre de De Lijn
- Collecte de titres via la BNB, qui intervient comme dépositaire pour De Lijn
  - possible à partir du 2007-09-01 (actuellement seulement possible en direct avec "De Lijn")
- Transactions en bourse: voir schéma individuel
  - banque acheteuse et venderesse:
    - Seulement par communication avec De Lijn:
      - Identité titulaire, copie carte d'identité...
      - Numéros des titres
  - > De Lijn: communication entre vendeur et acheteur







#### Timing

- En fonction de la date de décision
- Impact à partir du 2008-01-01
- Avec un nouveau AR: à partir 2007-09-01
- Petit volume (11.000 titres)
- (PM: si pas de AR: livraison à BNB possible à partir du 2007-11-01
  - comptes titres = emprunts à lots)



## Contact "De Lijn"

- Rita Huygen - Responsable à la Trésorerie

```
De Lijn - Service Central
Division Finances
Motstraat 20 - 2800 Mechelen
* tel. 32 (0)15 44 07 71
```

- \* fax 32 (0)15 44 09 97
  - \* rita.huygen@delijn.be
- \* www.delijn.be



# 3. Facturation et timing



#### **Tarification**

- Titres fongibles:
  - > = tarification Bond Center:
    - voir slide suivant
- Titres non fongibles:
  - > 0,075 EUR par titre et par année (droit de garde)
  - > par ordre d'achat / vente :
    - □ 5,00 EUR par ordre
    - 0,01 EUR par titre
    - à payer par la banque de l'acheteur et par la banque du vendeur



## Tarifs Bond center (2006.02.01)

	Procédure	Procédure
	manuelle	électronique
par colis	€1,05	€0,52
par ISIN (= ligne)	€1,52	€1,31
par erreur	€5,26	€4,20



#### **Facturation**

- Annuelle par code ISIN (= 4x/an):
  - > opérations jusqu'au 30.mm-1.xx
  - > situation au 30.mm-1.xx
    - pas de pro rata temporis
  - > facturation en mm+1

(mm = mois d'échéance (coupon))



#### Timing

- 2008-01-01: toutes les banques
  - certainement pour les emprunts à lots (+év. vicinaux)
- Période de transition >> 2008-03-31
  - > uniquement pour les emprunts à lots
  - par banque un seul système!
- Livraisons possibles emprunts à Lots à partir du 2007-11-01
  - PM: période de test 2007-10 (New Bond)
- Livraisons possibles pour emprunts SNCV à partir du 2007-09-01
  - > sous réserve AR



## 4. Décision



## Comptes titres à ouvrir auprès de la BNB

- Pour les Bons d'Etat
  - comptes NBB-SSS existants
    - portefeuille propre
    - portefeuille clients
- 2 nouveaux pour les emprunts à lots (PM: + éventuellement vicinaux, si pas AR)



#### Personnes de contact

#### Luc Janssens

- > Phone: +32.2.221.45.90
- luc.janssens@nbb.be

## Marc Lejoly

- > Phone: +32.2.221.52.30
- marc.lejoly@nbb.be

#### Pascal Mareschal

- > Phone: +32.2.221.26.39
- pascal.mareschal@nbb.be

www.nbb.be/demat

e-mail: demat@nbb.be







## DB Demat:

# Publication des données demat des entreprises

Marc LEJOLY Service Titres 2007-05-10





#### **DB Demat**

- Description de la problématique

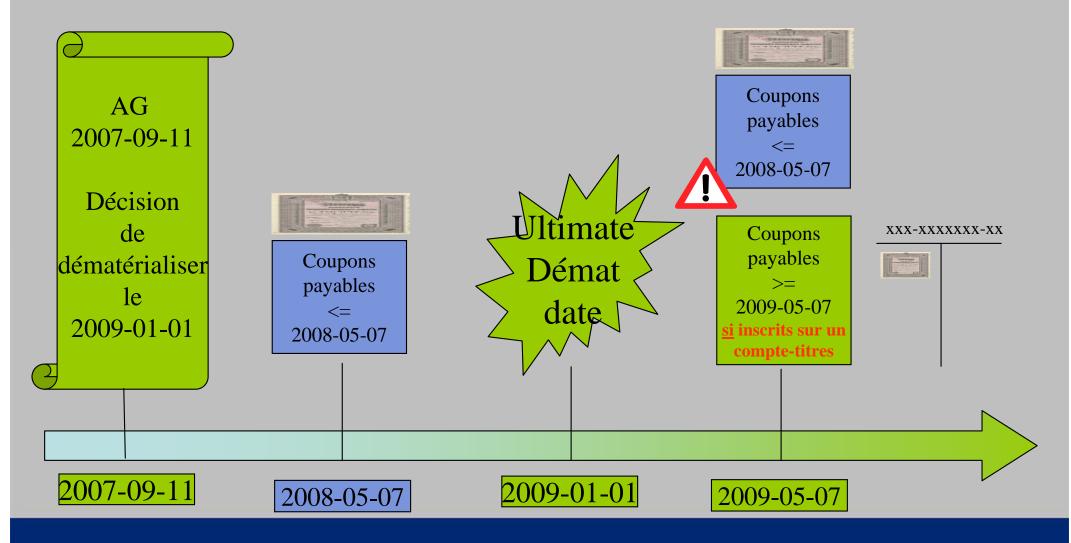
- Proposition concrète

- Tarifs & planning

- Administration



### Contexte





# Loi de réparation (art. 89)

- "Le Roi peut désigner un organisme qui, ..., serait chargé de la tenue d'un fichier bancaire reprenant les informations relevantes concernant les émetteurs, ..."

- Intention: la BNB serait désignée par AR.



# Principe général

- Input DB Demat

qui: tête de pyramide

comment: CSSR

contrôle: tête de pyramide

- Consultation

responsabilité: les banques



#### Contenu de la DB

- ISIN: nécessité d'un code unique
  - > clé de la DB
  - aussi pour les coupons (optionnel)

- Pas dans la DB Demat:
  - > bons de caisse (sans ISIN)
  - pas de titres n'ayant plus cours
    - Ex.: titres qui doivent être échangés avant de pouvoir être dématérialisés.



## Titres uniquement nominatifs

- > Supposant que le registre n'est pas tenu par la banque
  - pas nécessaire d'introduire les informations dans la DB Demat
- > Pourquoi?
  - Client qui dépose un titre qui:
  - n'est pas coté, et
  - pour lequel il n'y a pas d'info dans la DB Demat :
  - >> diriger vers l'émetteur
    - .... ou recherche dans le Moniteur
- > Si une banque tient un registre: en DB Demat



## Données demat - volume ?

- ± 111.000 entreprises (info: Centrale des Bilans)
  - > moins les entreprises qui n'auront qu'un registre nominatif
- Sicavs...: ± 3.000 ISIN
  - > hypothèse: devront être introduites dans la DB
- Codes ISIN BE alloués: 100.000 ISIN
- => hypothèse: 10.000 ISIN dans la DB Demat



## **DB** Demat

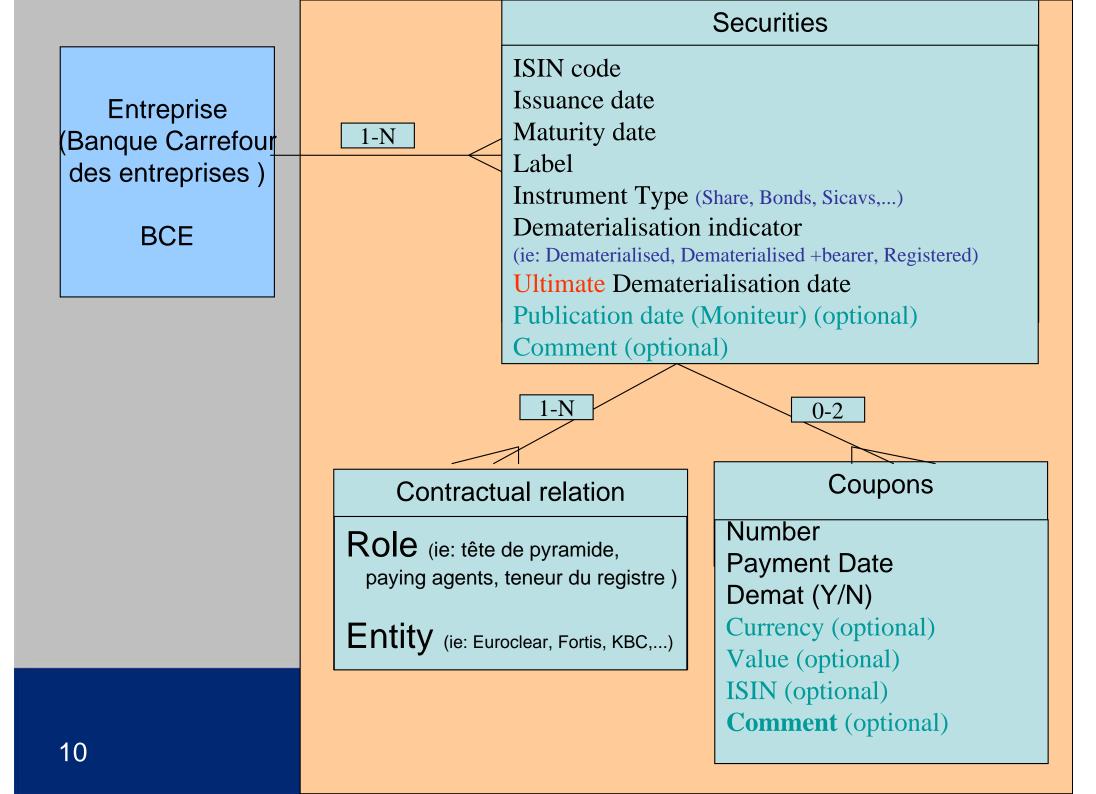
- Description de la problématique

- Proposition concrète

- Tarifs & planning

Administration





## Remarques

- Ultimate dematerialisation date
  - date à partir de laquelle le premier coupon matériel perd ses droits
  - les titres devront être déposés sur un compte titres
- coupons (optionnel) : demat Y/N
  - Y = le premier coupon qui ne pourra plus être payé au porteur



## Permitted values

#### Rôle

HEAD = Top of pyramid

PAYA = Principal Paying Agent

PAYE = Other Paying Agent

REGI = Registrar

#### Dematerialisation indicator

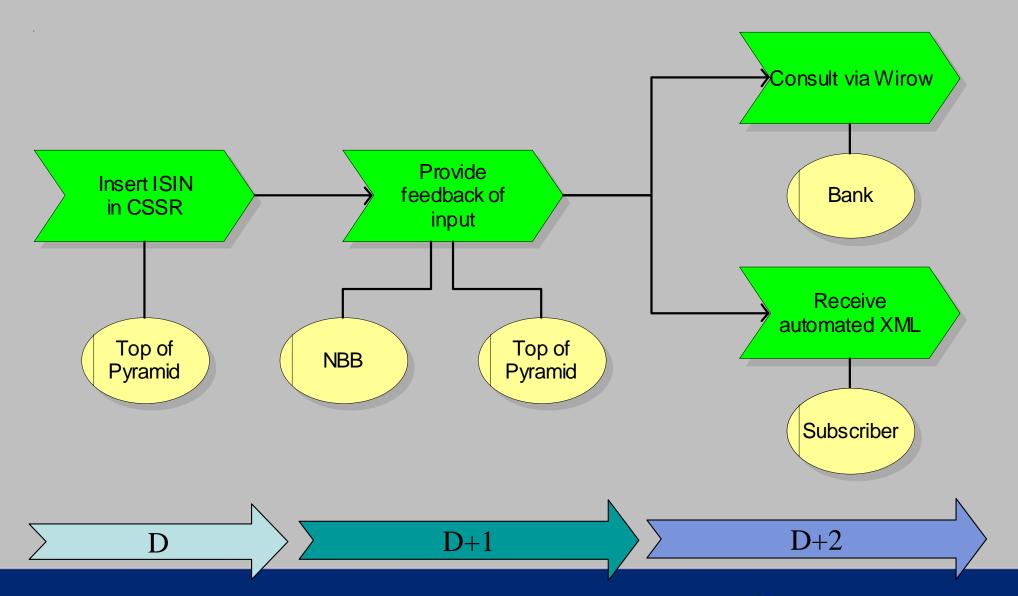
01 = Dematerialised + Bearer + Registered

02 = Dematerialised + Registered

03 = Only registered



## **DB Demat: Workflow**



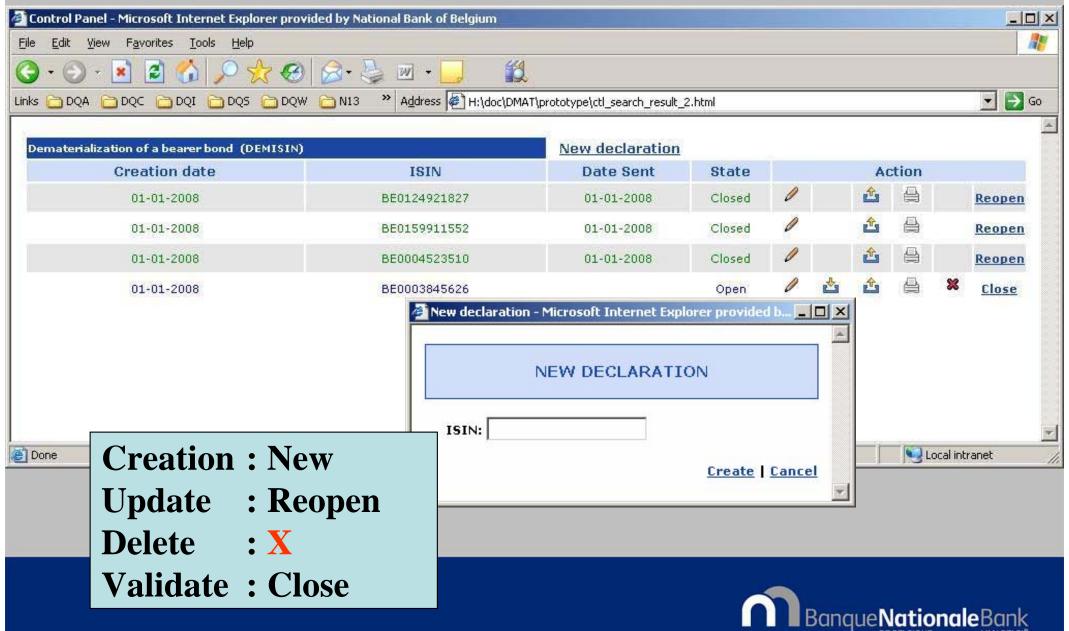


## INPUT: CSSR

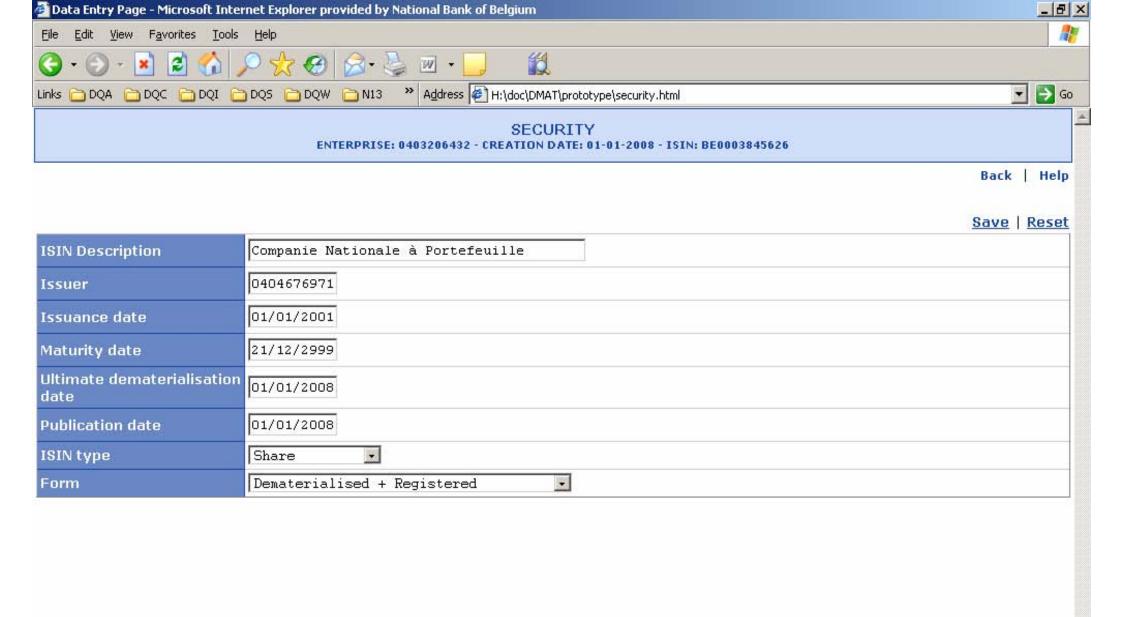
- Communication info > BNB
  - uniquement via CSSR
    - canal utilisé par chaque banque pour le reporting statistique
    - strong authentication
    - initial load via CSV
  - www.nbb.be/CSSR > Summary
- Banque Carrefour des entreprises
  - recherche du n° d'entreprise
  - http://mineco.fgov.be/bce.htm
  - http://mineco.fgov.be/kbo.htm

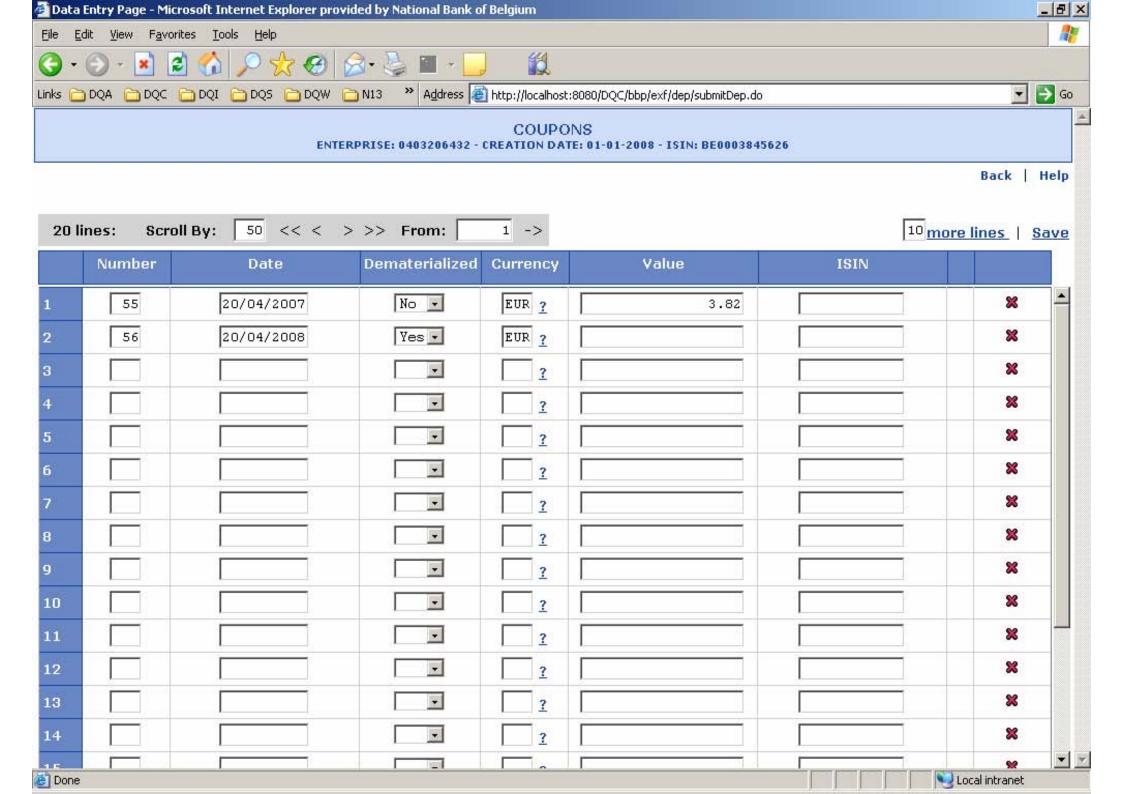


## **INPUT: CSSR - Control panel**



Eurosystem





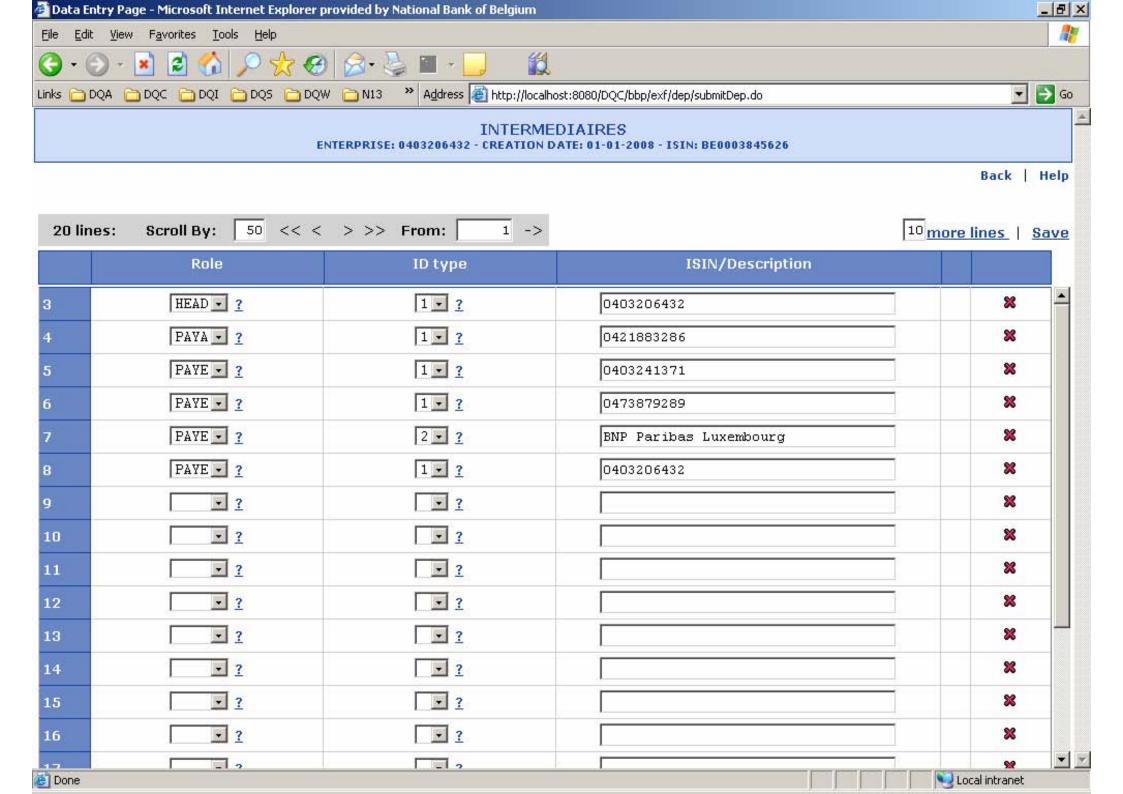
## Coupons - introduction des données

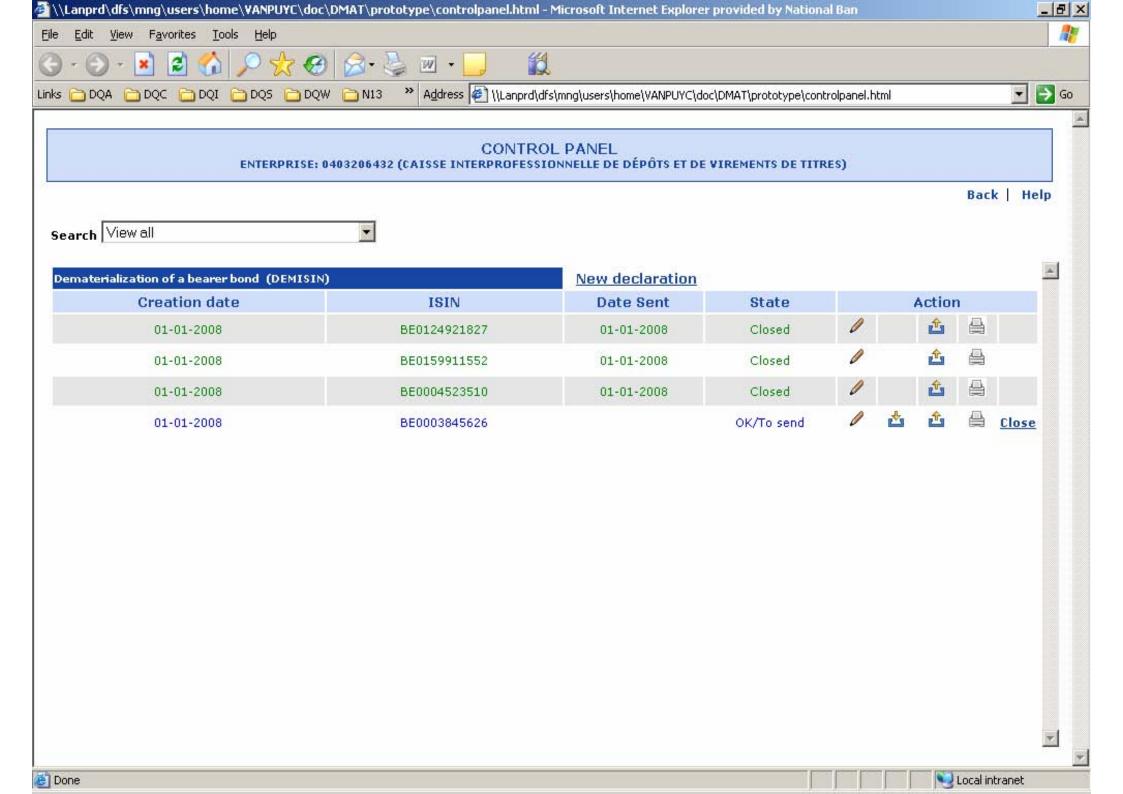
- Remarques:
  - 1. Possibilité <u>technique</u> d'introduire dans CSSR plus de coupons.

Mais: DB Demat ne publiera pas les données inutiles.

- 2. Si Demat le 2013.12.31:
- > pas de mention concernant les coupons.







## **INPUT:** initial load via CSV

## - Structure (!!! Draft !!!)

```
:BE0003845626: 0404676971:
                           20010101:
                                             29991231:
                                                             20080101:
                                                                       01: 02
:BE0003845626:
                            20070420:
                                                N:
                                                               EUR:
                   55:
                                                                      3,82;
;BE0003845626;
                   56;
                            20080420:
                                                Y:
                                                               EUR:
;BE0003845626;
                          0403206432:
                HEAD:
;BE0003845626;
                 PAYA:
                           0421883286:
;BE0003845626;
                          0403241371;
                 PAYE:
;BE0003845626;
                 PAYE:
                          0473879289:
;BE0003845626;
                 PAYE:
                                      BNP Paribas Luxembourg
:BE0003845626:
                  REGI:
                           0403206432:
```



## Corrections/Suppressions

- Possibilité de réouvrir un ISIN
  - Nécessaire pour:
    - nouvelle info sur coupon
    - introduction de la date de publication au Moniteur
    - **-** ...
- Possibilité de supprimer un ISIN
  - nouvelle introduction = nouvelles données (payant)
  - > ex: changement de tête de pyramide (!)



## Quality control

- Contrôle avec la Banque Carrefour des Entreprises (par BNB):
  - > vérifie si le n° d'entreprise existe
- Output PDF/XML:
  - indique aussi le NOM de tête de pyramide, du paying agents, du teneur de registre
  - responsabilité des banques pour le contrôle des informations introduites



## OUTPUT (1)

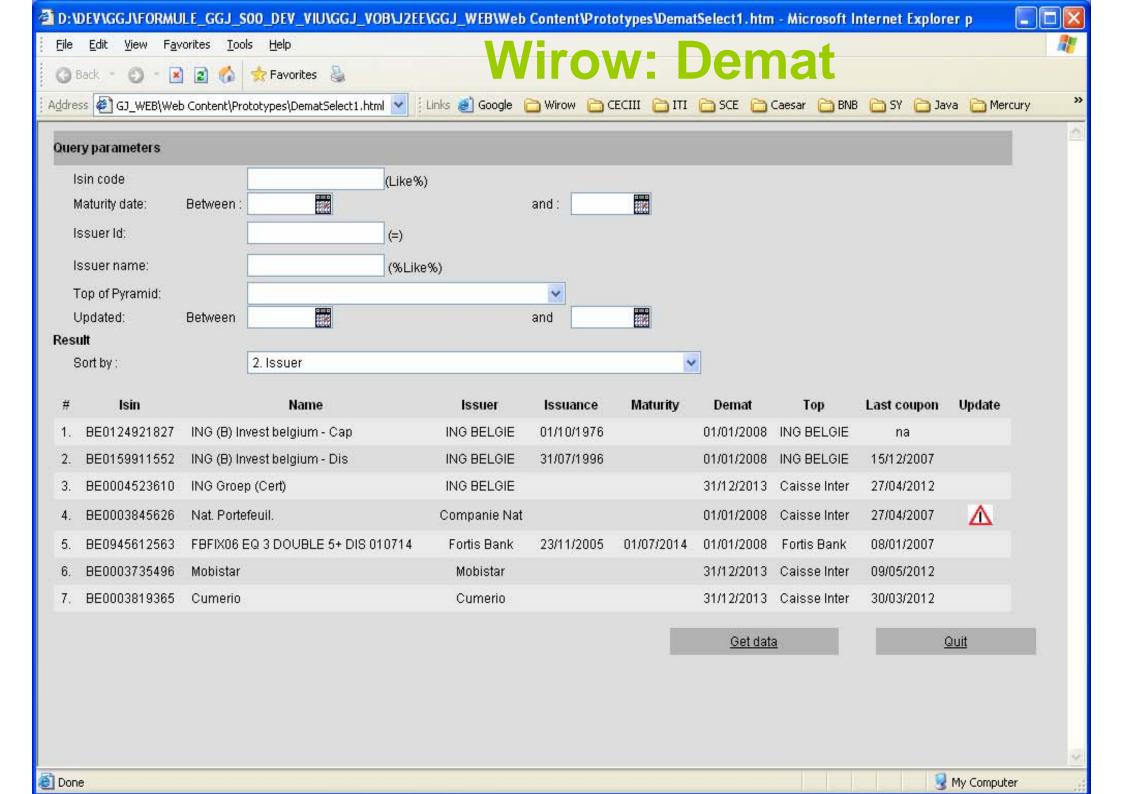
- Feedback après chaque introduction:
  - > J+1
  - e-mail format pdf (possibilité adresse de groupe)
  - > >> contrôle par la banque
- Consultation online:
  - > J+2
  - > via Internet: Wirow fin Market's
  - > via XML

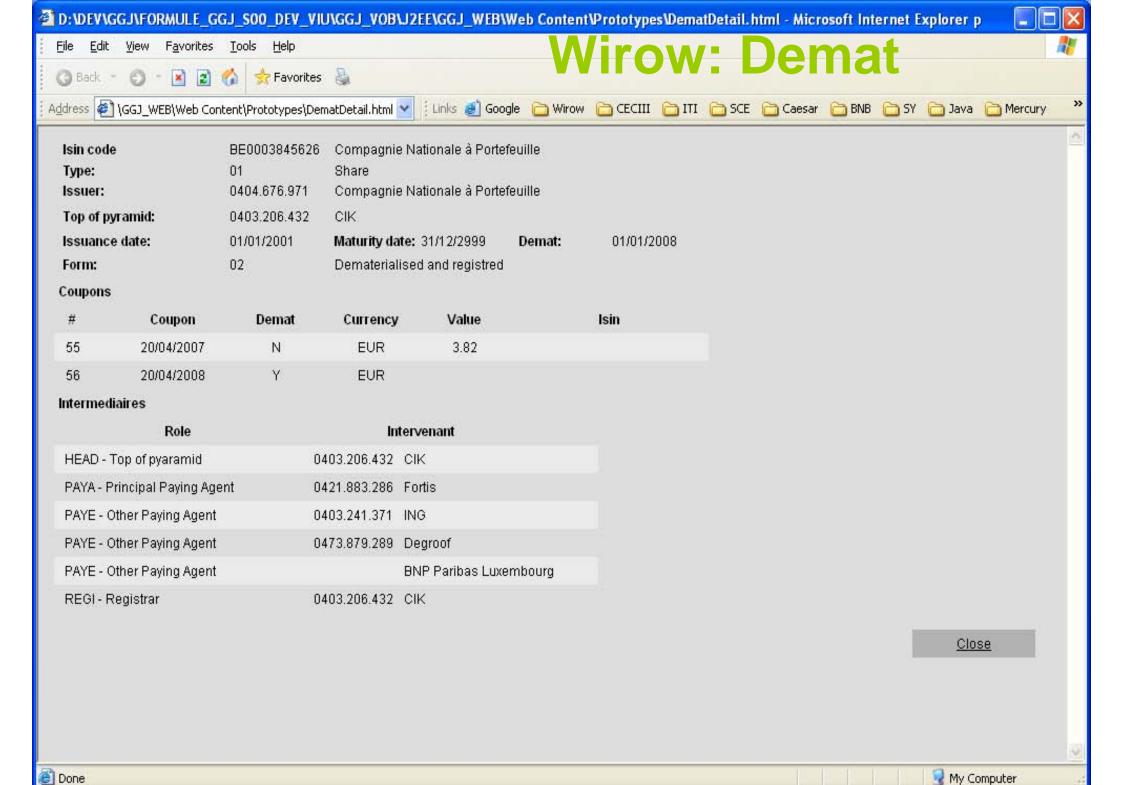


### Wirow fin Market's

- Portail de la BNB pour les banques
- Accès sécurisé, via internet, aux informations financières
- Actuellement 4 modules:
  - Recour, Ellips (= cash)
  - Collateral
  - > Securities
- Nouveau module: Demat
  - > Tarification: abonnement + par interrogation







## OUTPUT (2)

- Fichier batch
  - > fichier XML
    - chargement initial
    - mise à jour journalière
    - également XML si pas de nouvelles données
    - □ via e-mail
  - disponible pour:
    - les data-providers
    - ceux qui le désirent.



#### Fin DB Demat

- A partir du 2014-01-01 aucune donnée ne pourra plus être introduite.
  - >>> application sans objet
  - >>> supprimée le 2015-01-01
  - > d'autres consultations éventuellement possibles :
    - internet
    - CD-rom
    - **---**



## **DB** Demat

- Description da la problématique

- Proposition concrète

- Tarifs & planning

Administration



### **Tarifs DB Demat**

- €40 par enregistrement
  - par code ISIN
  - à chaque dépôt de l'info
  - facturation trimestrielle à la tête de pyramide
  - mise à jour: gratuit
  - Rem. seulement pour ceux qui choississent une banque (incl. EBE & BNB) comme tête de pyramide
    - >> DB INCOMPLETE!
- Frais
  - XML-mise à jour journalière: abonnement: €3.000/an
  - extraits ponctuels (XLS,MDB): €500/demande
  - WIROW: €400/an pour le module Demat + €0,2/demande



## **Proposition Timing**

- 2007-10-08: demande NUIN (CSSR & Wirow)
- 2007-10-20: démarrage période de test intro.données:
  - NUIN nécessaire !
- 2007-10-xx: AR qui désigne la BNB pour la DB Demat
- 2007-11-01: démarrage CSSR/Demat (intro. données)
- 2007-12-15: démarrage WIROW/Demat
- 2007-12-15: démarrage XML en production



## **DB** Demat

- Description de la problématique

- Proposition concrète

- Tarifs & planning

- Administration



# Administration (1)

- 1. Banque tête de pyramide:
  - Pas de contrat CSSR obligatoire
  - Demande de certificat BNB
  - > Info: www.nbb.be/cssr
    - Hans Schollaert: 02 221.44.43 hans.schollaert@nbb.be
    - mode d'emploi



# Administration (2)

- 2. Accès à WIROW-demat
  - Contrat WIROW
    - voir : www.systemesdepaiement.be > WIROW FIN Markets
      - agreement letter
      - contract
    - après signature du contrat :
      - accès aux informations techniques sécurisées
  - > NUIN (certificat BNB pour l'accès sécurisé)
    - si votre banque n'en possède pas encore
    - voir : www.systemesdepaiement.be
      - contact: Patrick.Ottoy@nbb.be (02 221 38 96)
      - pas avant novembre 2007!



# Administration (3)

- 3. Abonnement XML:
  - Contrat Demat-XML
  - demandes via "demat@nbb.be"
- 4. Demande ponctuelle (XLS....):
  - > document de demande = e-mail
  - via "demat@nbb.be"



### Contacts

### Luc Janssens

- > Phone: +32.2.221.45.90
- > luc.janssens@nbb.be

## Marc Lejoly

- > Phone: +32.2.221.52.30
- marc.lejoly@nbb.be

### Pascal Mareschal

- > Phone: +32.2.221.26.39
- pascal.mareschal@nbb.be

www.nbb.be/demat

e-mail: demat@nbb.be





# Dematerialization

Impact on affiliates of Euroclear Belgium



May 10<sup>th</sup> 2007

# Agenda

- Services provided by Euroclear Belgium
  - As Head of Pyramid
  - In case Euroclear Belgium is not Head of Pyramid
- Deposit at Euroclear Belgium
  - Opposition Handling
  - 'Exchange Reserve' Handling
  - Coupon Handling
- Status update
  - Sub-Deposit at Euroclear Belgium
  - Funds (with Euroclear Belgium as Head of Pyramid)
- Procedure for Migration of position if EBE not 'HoP'
- Procedure for Change of Form if EBE is Head of Pyramid

### Dematerialization

Services by Euroclear Belgium if Head of Pyramid

#### Deposit

- Government Bonds until 31/03/2008
- Oppositions: booked on non-fungible account
- Missing coupons under 2-forms regime accepted

#### **Withdrawal**

- Service stopped as from 25/12/2007
- Exception procedure: Immobilisation & destruction

#### **PRIOS**

Service stopped as from 25/12/2007

### Dematerialization

Services by Euroclear Belgium if not Head of Pyramid

#### Deposit

- Deposit no longer accepted in Euroclear Belgium
- Instrument no longer eligible in Euroclear Belgium
- Migration of existing positions required

#### **Withdrawal**

- Service stopped as from 25/12/2007
- Migration of physical position required before

#### **PRIOS**

Service stopped as from 25/12/2007

# <u>Dematerialization process</u>

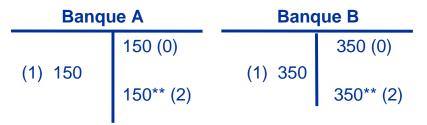
First day of dematerialization: 01/01/2008\*

Nom

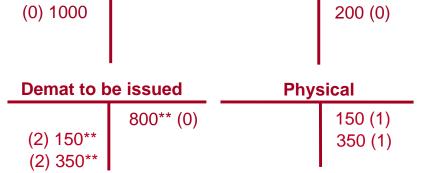
#### Accounts open with Euroclear Belgium

**Total Issuance** 

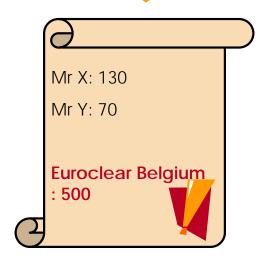
Affiliate Accounts



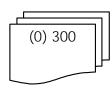
Issuer Accounts



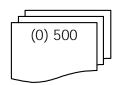
Share register holder



Bearer in circulation



#### Vault position at Euroclear Belgium

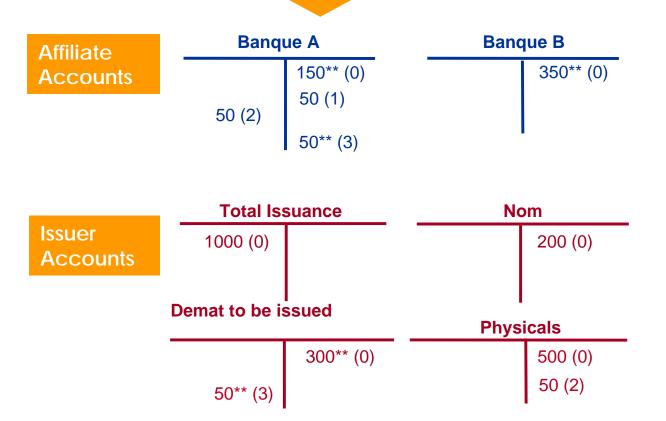


<sup>\* 01/01/2008</sup> as fixed by Law or on the date specified by the issuer in the 'Articles of Association'

<sup>\*\* =</sup> dematerialized position

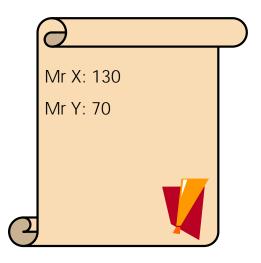
# <u>Deposit at Euroclear Belgium:</u> Dematerialization process (post-Demat)

#### **Accounts open with Euroclear Belgium**

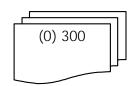


Vault position at Euroclear Belgium

#### Share register holder



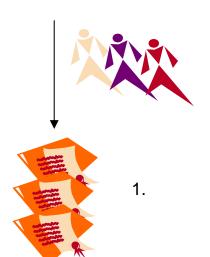
#### Bearer in circulation



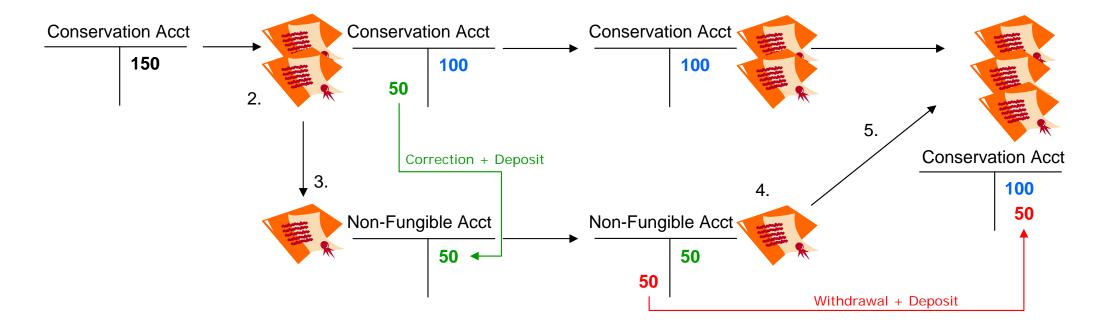
(0) 500

# Deposit at Euroclear Belgium:

# Opposition handling

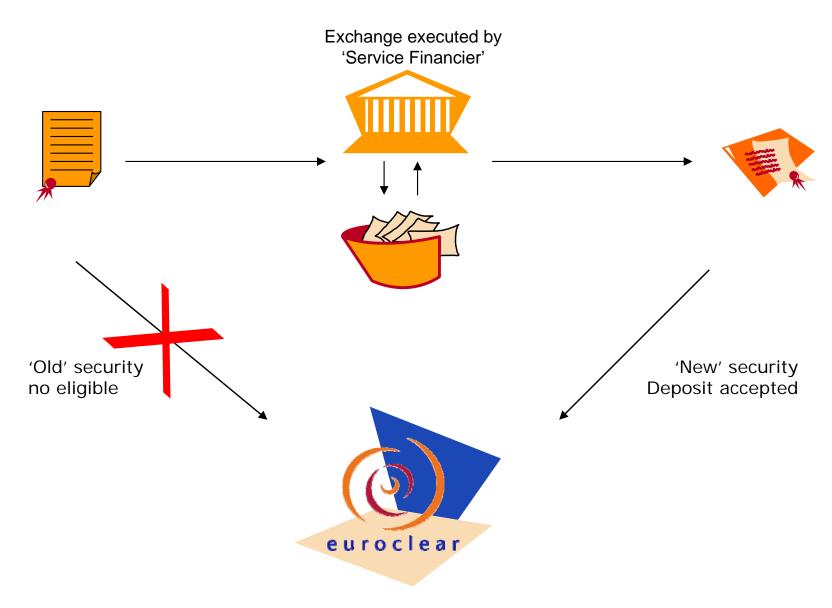


- 1. Deposit registration on the conservation account of the affiliate
- 2. Same Operational Day: Numerical registration of the deposit
- 3. Manual input (internally) of a new 'non-fungible' deposit for the position on which the opposition was announced
- 4. Regularization of opposition
- 5. Initiation of new deposit in Conservation account (internal manual process)



# Deposit at Euroclear Belgium:

'Exchange Reserve' Handling

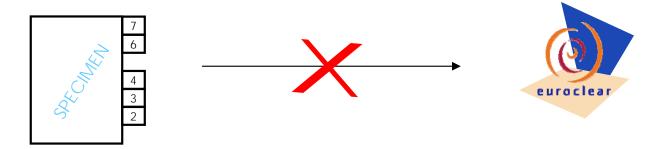


# <u>Deposit at Euroclear Belgium:</u> Coupon Handling

#### Three-forms Regime

(Dematerialized, Bearer, Nominative)

Deposit of a security presented CUM CPN 2



#### Two-forms Regime

(Dematerialized, Nominative)

Deposit of a security presented CUM CPN 2



# Sub-deposit at Euroclear Belgium:

#### Scenario 1:

Euroclear Belgium opens account with Head of Pyramid

**Legal Opinion**: Authorized under some conditions

Operational feasibility: Not before 01/01/2008

#### Scenario 2:

Head of Pyramid opens account with Euroclear Belgium

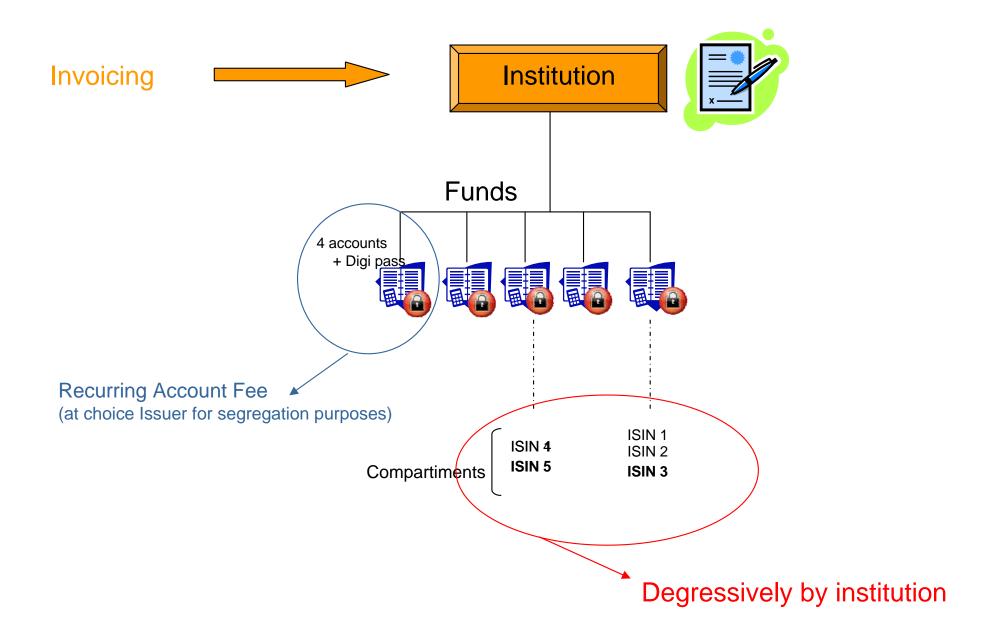
Legal Opinion: Not authorized

**Operational feasibility:** Possibly without too many developments

#### Scenario 3:

Alternative scenario's which will be discussed during a 'Sub-deposit Task Force'

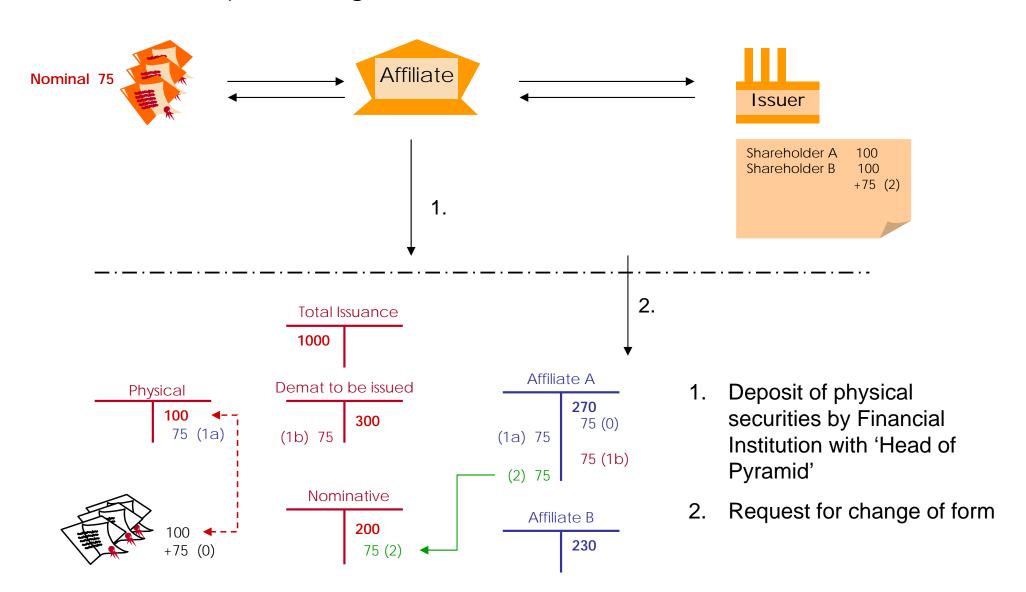
# Funds at Euroclear Belgium:



# Procedure Change of Form:

Euroclear Belgium has been appointed as Head of Pyramid

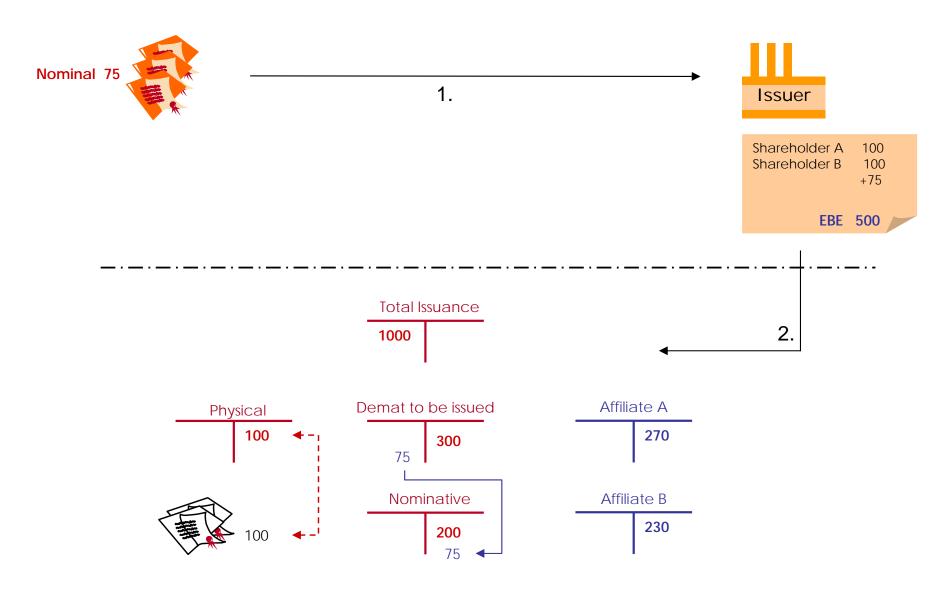
Scenario 1: Request Change of Form with Financial Institution



# Procedure Change of Form:

Euroclear Belgium has been appointed as Head of Pyramid

Scenario 2: Request Change of Form with Issuer directly







### **Securities Department**

Bons de caisse :

Aspects pratiques de la dématérialisation

Stephan Carnol mai 2007



### Agenda: Bons de caisse

- → Aspect légal
  - Catégorie de titres
  - Implications
- → Rôles des institutions financières
  - Emetteurs
  - Tête de pyramide
  - Dépositaires
  - Teneurs de comptes
- → La fin de la période de transition
- → Conclusion
- → Débats question time



### Aspect légal

- → Textes de référence :
  - Loi du 14/12/2005 (art. 3) et "réparation" 2007
  - Circulaires de la CBFA :
    - Suppression des titres aux porteurs
    - Administration des instruments financiers
- → Bons de caisse :
  - Catégories des "autres titres"



### Implications pratiques

- → 01/01/2008 : conversion automatique en titres dématérialisés de tous les bons de caisse sous dossier
- → Plus de livraison physique possible à partir du 01/01/2008
- → Choix possible pour l'emetteur de reconnaître le physique :
  - Emetteur ne reconnaît plus la forme physique : il n'y a plus de valeur juridique au coupon et donc plus de paiement coupon "au guichet". La mise sous dossier est obligatoire.
  - Emetteur peut reconnaître la forme physique jusque maximum
     31/12/2013. Dès lors, le paiement des coupons continue de s'opérer.



#### Rôle des institutions

- → Emetteur
- → Tête de pyramide
- → Dépositaire
- → Teneur de comptes



#### **Emetteur**

- Prendre des mesures nécessaires avant 01/01/2008 pour la détention de la totalité de l'encours de l'émission de tels titres
  - Permettant la reconnaissance de la forme dématérialisée
  - Choix de la date de la fin de la période de transition (reconnaissance des titres physiques)
  - Choix d'une tête de pyramide
  - Publication de ces choix, selon la loi



### Tête de pyramide

- Obligation de désigner un TOP
  - Peut-être l'émetteur ou un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement
- → Rôle : Organisation comptable et de contrôle adéquate :
  - Description dans la circulaire CBFA
    - Tient l'ensemble de la position des titres à dématérialiser
    - Réconciliation préliminaire
    - Contrat et communication à fournir à l'émetteur
    - Double comptabilité
    - Réconciliation quotidienne du process de dématérialisation de l'émission
    - Rôle informatif vis-à-vis du marché



### **Dépositaire**

- → Choix d'un dépositaire
  - Peut être l'émetteur
- → Respect des obligations d'un dépositaire
  - Référence au groupe de travail Febelfin sur les bons de caisses : voir annexe
  - Procédures à mettre en place :
    - Ventes
    - Fees
    - Custody reporting: utilisation de SWIFT
    - Transferts



### Teneur de comptes

- Définition : détention des bons de caisse dématérialisés (et donc sous dossier)
- → Peut être l'emetteur, un organisme de liquidation, ou un membre affilié
- → Rôle pris de fait par les banques
- → Respect de la circulaire CBFA
  - Critères stricts d'application
  - Dossier d'information : juin 2007
  - Règles comptables, d'organisation et de contrôle



### Fin de la période de transition - 2013

- Les titres au porteur non convertis au 31/12/2013 sont convertis de plein droit en titres dématérialisés.
- A partir du 01/01/2015, les titres non présentés sont mis en vente. Pour les bons de caisse, c'est l'emetteur qui rachètera ces titres.
- Obligation de transférer les montants correspondants à la Caisse de dépôt et consignation.
- Les porteurs se manifestant après la vente peuvent récuperer ces sommes, moyennant 10 % d'amende par an.



#### Conclusion

Le rôle de dépositaire et de tête de pyramide ne s'improvise pas:

- Respect des circulaires CBFA
- Respect de la circulaire Febelfin et des pratiques de marché



## ING Question time

Merci de votre attention...

#### **RBC Dexia Investor Services Belgium**

# Dématérialisation : Tête de la Pyramide pour les OPC de droit belge



### Introduction



- Société créée en 2002 sous le nom « Dexia Fund Services » en tant que filiale au sein du groupe Dexia.
- But: offrir aux tiers de manière indépendante les services suivants:
  - ► Gestion comptable et reporting des OPC
  - ► Gestion administrative et légale des OPC
  - ► Services Agent de transfert pour OPC
- Actuellement membre du groupe formé par la Joint Venture entre Royal Bank of Canada et Dexia
- Administration de +/- 23 milliards €

# 1) Statut RBC Dexia IS Belgium



- Entreprise d'investissement (société de bourse) qui s'occupe de l'administration comptable et juridique des OPC
- Autorisation notamment pour la conservation et l'administration d'instruments financiers
- Définition de l'agent de transfert (shareholders services)
  - titulaire du registre des actions
  - traitement des ordres de vente, d'émission, de rachat, de remboursement et d'annulation de parts effectué pour le compte de l'OPC
- Vue sur l'encours total de fonds Dexia

#### Fonds Dexia

Dexia Banque Belgique (DBB) = banque dépositaire (définition art. 8-9 de l'AR 04/03/05 relatif à certains OPC)

RBC Dexia IS Belgium = agent administratif, ce qui inclut aussi l'agent de transfert



### 2) Collaboration DBB- RBC Dexia IS

• Le rôle de la banque dépositaire (DBB) est étroitement lié à celui de RBC Dexia IS Belgium dans le cadre de la procédure de dématérialisation :

DBB réceptionne les titres matériels dont la conversion en titres dématérialisés est demandée.

RBC Dexia IS Belgium intervient en tant que tête de la pyramide.

- L'annexe 1 à la Circulaire PPB-2007-4-CPB-1 faisant suite à la Loi du 14/12/2005 portant suppression des titres au porteur, énumère les fonctions qui seront remplies par les institutions à la tête de la pyramide :
  - inscription dans le registre des actions de l'émetteur;
  - gestion des relations avec l'émetteur;
  - tenue des comptes (après la période de transition) pour l'ensemble des titres dématérialisés émis par l'émetteur concerné;
  - source d'information et point de contact pour les autres teneurs de comptes.



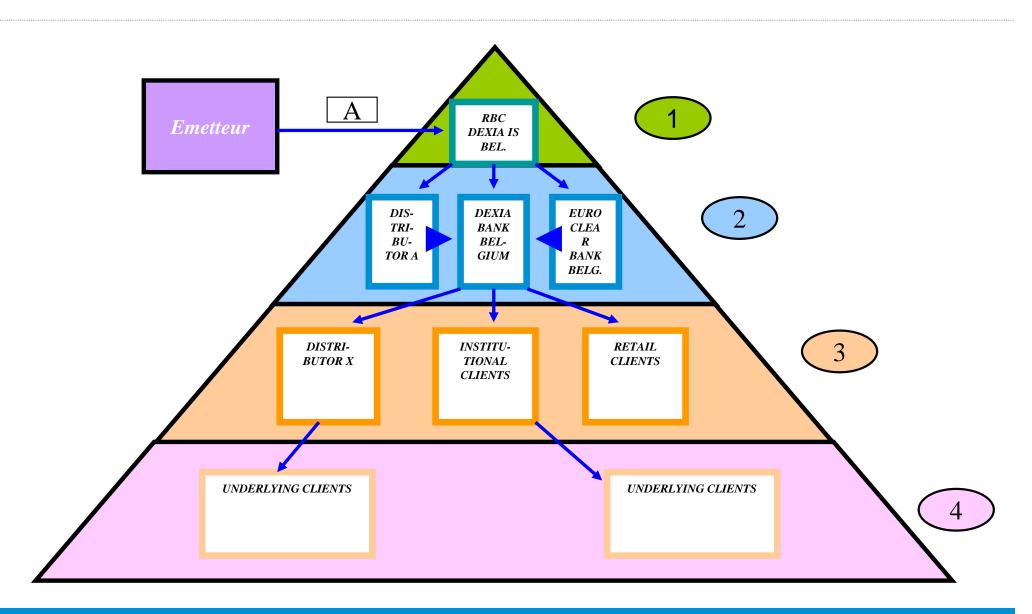
### 3) Type d'instruments de placement

### Organismes de placement collectif (OPC) de droit belge

- Sociétés d'investissement à capital variable (sicav)
  - => Titres de sociétés (art. 2, 1° premier tiret de la Loi du 14/12/2005)
- Fonds communs de placement (FCP)
  - => Autres titres (catégorie restante telle que visée par l'art. 2,1° troisième tiret de la Loi du 14/12/2005, telle qu'élargie par la Loi de réparation)



# 4) Tête de la Pyramide (1)





### 4) Tête de la Pyramide (2)

- A. Désignation de RBC Dexia IS Belgium en tant que teneur de comptes au nom et pour le compte de l'OPC = tête de la pyramide.
- Niveau 1 : RBC Dexia IS Belgium accepte la fonction de « tête de la pyramide » pour les OPC de droit belge pour lesquels elle assure la tenue du registre complet des actionnaires.
- Niveau 2 : RBC Dexia IS Belgium a une relation professionnelle avec différents distributeurs.
  - DBB : désignation de DBB pour le traitement des titres matériels.
- Niveau 3: DBB, en tant que distributeur, a différents clients sous-jacents qui passent des ordres de placement.
- <u>Niveau 4</u>: Les clients sous-jacents peuvent à leur tour avoir des clients sous-jacents qui peuvent eux aussi passer des ordres de placement.

# RBC DEXIA INVESTOR SERVICES

### 5) Paquet de tâches (1)

- Tenue du registre des actionnaires et/ou du registre des parts dans une application informatique spécialement conçue à cet effet
- Acceptation des distributeurs (sub-accounting)
  - Identification des distributeurs par la Compliance
  - Convention de distribution par distributeur avec l'OPC / la société de gestion
  - Création des distributeurs
- Création des titres (Code Isin)
- Traitement des ordres
  - Réception des transactions au niveau des OPC concernés et pour les distributeurs acceptés
  - Confirmation des transactions au niveau des OPC concernés et pour les distributeurs acceptés
  - Transferts entre les distributeurs acceptés

#### 5) Paquet de tâches (2)



- Paiements entre les distributeurs acceptés et les OPC
- Reporting
  - Mensuel, relevé des positions par distributeur accepté
  - Semestriel, une estimation du relevé des positions par distributeur accepté
- Réconciliation des OPC
  - Réconciliations quotidiennes des espèces
  - Réconciliation des titres
    - Réconciliation quotidienne avec la comptabilité des OPC
    - Réconciliation quotidienne avec les distributeurs acceptés sur la base des confirmations
    - Réconciliation mensuelle avec la balance-titres transmise à la CBFA (trimestriellement)
    - Contrôle par la banque dépositaire : de l'encours des parts dans la comptabilité et du registre des actionnaires/registre des parts





#### • Divers

- Communication « corporate events » sur la base de la publication dans la presse financière
- Mise au point des « corporate events » pour les distributeurs acceptés
- Communications diverses (prospectus, etc.)

#### Archivage

- Tenue de toutes les données en ligne pour 5 ans
- Tenue de toutes les données papier pour 10 ans

#### 5) Organisation administrative et comptable adéquate



- Distinction entre titres propres et titres des clients
- Comptabilité-titres Balance-titres (voir annexe 2 de la circulaire 2007-7-CPB relative à l'administration des instruments financiers)
- Reporting Reporting trimestriel à la CBFA

#### 6) Contact



- Thibaut de Saint Moulin Managing Director
  - Phone: + 32 2 222 84 78
  - thibaut.desaintmoulin@rbcdexia-is.net
- Thierry Bergiers Head of Shareholders Services
  - Phone: + 32 2 222 07 40
  - thierry.bergiers@rbcdexia-is.net



# Dématérialisation et Compliance : aspects pratiques

Yannick Ramakers

Hoofd stafcel compliance groep

Bruxelles, 10 mai 2007



#### Circulaires de la CBFA

Les directives concernant la fonction de compliance sont passées en revue dans 2 circulaires de la CBFA :

- La circulaire PPB-2007-4-CPB du 26 février 2007 aux établissements de crédit et sociétés de bourse faisant suite à la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur (circulaire dématérialisation)
- La circulaire PPB-2007-7-CPB du 10 avril 2007 aux établissements de crédit, sociétés de bourse, organismes de liquidation et organismes assimilés à des organismes de liquidation relative à l'administration d'instruments financiers (circulaire administration instruments financiers)



#### Circulaire dématérialisation

#### Priorités :

- Vigilance particulière concernant d'éventuelles opérations de blanchiment + application stricte des règles reprises dans la réglementation actuelle sur le blanchiment :
  - identification de clients occasionnels;
  - règles concernant la politique d'acceptation des clients;
  - vigilance permanente concernant la relation d'affaires;
  - attention particulière portée aux opérations inhabituelles.
- Formation/instructions pour les collaborateurs et les agents délégués
  - Les procédures et tâches dans le cadre du contrôle interne, de la compliance et de l'audit interne doivent être adaptées en fonction;
  - Les moyens nécessaires doivent être libérés à cet effet.



#### Circulaire dématérialisation

- Dossier d'information
  - A fournir à la CBFA pour fin juin 2007
  - Contenu :
    - Politique et gestion générales
    - Organisation administrative et contrôle interne :
      - directives, procédures et mesures de contrôle interne;
      - mesures spécifiques dans le cadre de la politique anti-blanchiment;
      - organisation et contrôle interne concernant l'administration des titres dématérialisés.
    - Données complémentaires si l'institution intervient comme teneur de compte au sommet de la pyramide
    - Compliance (aperçu des priorités du compliance officer, principalement concernant la politique d'acceptation des clients et de leurs avoirs)
    - Audit interne (vue d'ensemble des missions d'audit prévues)



## La politique anti-blanchiment

- La dématérialisation des titres n'est pas une nouvelle donnée en soi pour l'application des directives antiblanchiment!
- Par conséquent :
  - on dispose d'instructions claires et sans équivoques
  - ces instructions sont régulièrement rappelées
  - leur respect est régulièrement contrôlé
  - il existe un contrôle de seconde ligne automatisé des opérations inhabituelles



# La politique anti-blanchiment (suite)

- Durant la période de transition de la dématérialisation (jusque fin 2013), la politique anti-blanchiment continuera de s'appliquer telle quelle.
- Mais, la politique anti-blanchiment retiendra (encore) davantage l'attention, la priorité étant donné aux aspects suivants :
  - "Connaissez votre client"
    - identification formelle
    - identification sur le contenu (politique d'acceptation du client)
  - Vigilance constante



# La politique anti-blanchiment (suite)

- Vigilance constante : en première instance, responsabilité des collaborateurs des agences.
- Les collaborateurs des agences doivent se poser une série de questions à chaque demande de dépôt de titres matériels (en particulier de clients occasionnels) :
  - Pourquoi le client vient-il déposer ses titres ici en particulier ?
  - D'où viennent ces titres ?
  - Quelles sont les activités (professionnelles) du client ?
  - Ces titres s'inscrivent-ils dans le schéma des transactions habituelles du client?
  - Cadrent-ils avec le patrimoine global du client ?
  - Y a-t-il des indications de blanchiment ?



## Politique de prévention fiscale

- Du fait de la dématérialisation, la politique antiblanchiment fait l'objet d'une attention plus soutenue, mais c'est aussi le cas pour la politique de prévention fiscale.
- Les directives existantes concernant la politique de prévention fiscale devront être revues :
  - Dépôt de titres matériels
    - s'il apparaît clairement qu'il y a délit (fiscal ou autre), la transaction est refusée.
    - Pour des montants > 100 000 EUR, le client doit prouver ou attester que les titres ont bien été soumis à leur régime fiscal.
  - Rapatriement de titres sur un compte étranger
    - Pas de dépôt matériel mais virement sur compte-titres



#### Politique de prévention fiscale (suite)

- Les titres matériels présentés ne peuvent plus être refusés,
- même s'ils résultent d'un délit (en ce comprise la fraude fiscale) ...
- Par conséquent :
  - les institutions financières/émetteurs et leurs collaborateurs sont exposés à de possibles poursuites pénales, pour fraude fiscale (qui n'est pas grave et organisée).
  - Dès lors, une modification de l'article 505 du Code pénal s'imposait.



- Modification de l'article 505 CP
  - Approuvée par le Parlement (Doc. 51 1603/005 et 1603/006)
  - Recel au plan fiscal uniquement encore pour :
    - des faits commis dans le cadre de la <u>fraude fiscale grave</u> <u>et organisée</u>, dans le cadre de laquelle
    - des mécanismes particulièrement compliqués, ou
    - des <u>procédés d'importance internationale</u> sont utilisés.
  - A noter : même définition qu'à l'article 3&2 de la loi du 11 janvier 1993.
    - Les volets préventif et répressif de la réglementation antiblanchiment sont mis en conformité.



- Nouvel article 14quinquies dans la loi du 11 janvier 1993
  - Article 103 du projet de loi-programme (Doc. 51 3058/001, pp. 51 et 225)
  - Notification à la CTIF si :
    - l'on soupçonne qu'un fait ou une opération est susceptible d'être lié au <u>blanchiment</u> de capitaux provenant de la <u>fraude fiscale grave et organisée</u> qui met en œuvre des mécanismes complexes ou qui use de procédés à dimension internationale
    - \_ ET
    - dès que l'on détecte au moins un des indicateurs suivants



- Projet d'AR portant exécution de l'article 14quinquies
  - 1. Utilisation de sociétés-écrans, ayant leur siège social dans un paradis fiscal ou un territoire offshore
  - 2. Recours à des sociétés dans lesquelles sont intervenus, peu de temps auparavant, divers changements statutaires
  - 3. Recours à des hommes de paille
  - 4. Opérations financières suspectes ou atypiques pour l'exercice habituel des activités de l'entreprise
  - 5. Explosion du chiffre d'affaires sur des comptes bancaires nouvellement ouverts ou jusque-là dormants
  - 6. Anomalies dans les factures (absence de numéro de TVA, de numéro de compte financier, ...)
  - 7. Recours à des comptes de passage



- 8. Utilisation de comptes intermédiaires rendant difficile l'identification des véritables ayants droit économiques ainsi que celle des liens entre l'origine et la destination des fonds
- 9. Dimension internationale des opérations financières rendant difficile la compréhension des justifications économiques et financières
- 10. Refus du client ou son impossibilité de produire des pièces justificatives quant à la provenance des fonds
- 11. Organisation de l'insolvabilité par la vente rapide d'actifs
- 12. Recours à des prêts back-to-back
- 13. Paiement de commissions à des sociétés étrangères sans activités commerciales et opération inverse



- Une concertation est nécessaire (au sein du secteur, avec la CTIF, la CBFA, ...) afin de développer une interprétation claire et sans équivoque de ces indicateurs.
- L'AR prévoit en son article 3 une évaluation tous les deux ans de ces indicateurs.
- Parties concernées :
  - Cellule de traitement des informations financières
  - Commission bancaire, financière et des assurances
  - Fédération belge du secteur financier
- Conséquences pratiques de ces modifications :
  - Adaptation des directives existantes
  - Adaptation des formations existantes en matière de lutte contre le blanchiment
  - Adaptation des rules du contrôle automatisé de seconde ligne
- D'une manière générale, une augmentation du nombre de notifications à la CTIF est attendue



# Circulaire Administration instruments financiers

- Aperçu des principes de cette circulaire :
  - Principe n° 1 : la responsabilité du comité de direction/de la direction effective
  - Principe n° 2 : la distinction entre les instruments financiers des clients de l'établissement et ceux de l'établissement lui-même
  - Principe n° 3 : l'administration des instruments financiers des clients sur la base des données des instruments financiers, des clients et des dépositaires (si d'application)
  - Principe n° 4 : les instruments financiers sont inscrits en compte, tenus selon les règles de la comptabilité en double partie
  - Principe n° 5 : confirmation des opérations au client non professionnel



# Circulaire Administration instruments financiers

- Principe n° 6 : relevé détaillé annuel (à tout le moins) des instruments financiers détenus
- Principe n° 7 : confirmation mensuelle (à tout le moins) des opérations enregistrées par les dépositaires
- Principe n° 8 : relevé mensuel (à tout le moins) des instruments financiers détenus auprès des dépositaires
- Principe n° 9 : contrôles à effectuer
- Principe n° 10 : appréciation du caractère adéquat des dépositaires
- Principe n° 11 : obligation de conserver les données durant (au moins) 5 ans
- Principe n° 12 : compte rendu annuel du reviseur agréé à l'établissement ainsi qu'à la CBFA
- Principe n° 13 : reporting trimestriel à la CBFA
- Principes n° 14, 15 et 16 : principes à respecter par les institutions au sommet de la pyramide



# Circulaire Administration instruments financiers

- Principe n° 1 : responsabilité du comité de direction/de la direction effective
  - Le comité de direction/la direction effective applique les principes de cette circulaire
  - CD/DE reçoit au moins chaque année des rapports écrits du chef de l'audit interne et du responsable compliance sur le respect des principes de la circulaire.
    - Les rapports écrits indiquent si les mesures adéquates sont prises lorsque des manquements ont été constatés.
  - "Pour autant que de besoin", les circulaires sur le contrôle interne et l'audit interne, d'une part, et la compliance, d'autre part, sont rappelées.
    - Pour la compliance, il s'agit de la circ. D1 2001/13 du 18 décembre 2001
- Le principe n° 1 impose en termes très généraux une nouvelle tâche de contrôle et de reporting à la fonction de compliance.



# Questions et réponses